



12 | Intégration du commerce pour le développement industriel en Afrique

Le Cadre intégré renforcé (CIR) collabore avec les PMA africains en vue d'intégrer les priorités commerciales aux fins du développement national ainsi que de renforcer les capacités institutionnelles et productives liées au commerce. Conformément à l'Objectif de développement durable (ODD) 9 de l'ONU, intitulé « Bâtir une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation durable qui profite à tous et encourager l'innovation », le CIR soutient non seulement des projets agroalimentaires ciblés, mais aussi l'intégration active des aspects commerciaux dans les stratégies nationales existantes. Les secteurs dont la stratégie intègre le commerce incluent les infrastructures, l'industrie, l'agriculture, le tourisme, l'énergie, l'environnement, les technologies de l'information et de la communication et les transports. L'élaboration de politiques et leur mise en œuvre sont encouragées au moyen de mécanismes de coordination et de dialogue solides.

Ces dernières années, le CIR a redoublé d'efforts pour aider les PMA à identifier les principaux obstacles en matière de productivité et de politiques, à les hiérarchiser et à lever les fonds nécessaires pour les surmonter. Les travaux analytiques menés dans le cadre des études diagnostiques sur l'intégration du commerce (EDIC) et des études de faisabilité permettent aux PMA africains d'utiliser une approche sectorielle pour déterminer les besoins en matière d'infrastructures et d'industrialisation et les liens avec le commerce. Les EDIC et les matrices d'action sont des analyses fondées sur des faits qui sous-tendent l'identification des priorités nécessaire pour guider les objectifs en matière de commerce et les besoins d'Aide pour le commerce des PMA. Ces études analytiques aident les PMA à déterminer quels sont les principaux obstacles à leur intégration commerciale et à définir les actions prioritaires à entreprendre en

conséquence et servent de point de départ pour la fourniture d'un soutien lié au commerce par la communauté du développement.

Les pays collaborent ensuite avec les partenaires de développement afin de s'assurer un appui pour la mise en œuvre de ces priorités, qui vient s'ajouter au soutien catalytique fourni dans le cadre du Fonds d'affectation spéciale pour le CIR. La demande de ressources du CIR au titre de ce fonds est principalement concentrée dans le secteur de l'agroalimentaire (qui représente plus de 60% des projets du CIR en matière de renforcement des capacités de production), lequel offre des possibilités de croissance et de valeur ajoutée. Les autres domaines d'intervention incluent l'appui à divers mécanismes tels que le traitement des normes, la promotion de la facilitation des échanges et l'instauration d'environnements politiques favorables.

Le CIR met particulièrement l'accent sur l'appui à l'élaboration et à l'adoption de nouvelles technologies dans les secteurs marchands, ce qui inclut, entre autres, les solutions de pointe en matière de paiement pour le commerce électronique et l'introduction de technologies dans les secteurs de l'agriculture, de la production et de la transformation, en vue d'aider les PMA africains à passer effectivement à la « quatrième révolution industrielle », caractérisée par une association de technologies physiques, numériques et biologiques.

Des signes encourageants et des améliorations ont été observés dans nombre de pays en Afrique. Par exemple, dans le cadre d'un projet du CIR, la Société de développement agricole du Bénin a augmenté sa production de 25% et fabrique à présent 1 500 boîtes de produits à base d'ananas par mois. Elle réalise de nouvelles exportations vers l'Afrique de l'Ouest, où près de 80% de sa production est envoyée.

Un autre projet du CIR, mené au Burkina Faso, a contribué à développer la production et les exportations de noix de cajou et de mangues

séchées en vue de créer des emplois et d'accroître les revenus des producteurs. Le projet s'est traduit par une augmentation des revenus pour 6 679 personnes dans le secteur de la mangue (dont 80% de femmes) et 3 217 personnes dans le secteur de la noix de cajou (dont 90% de femmes). Dans l'ensemble, 1 436 emplois ont été créés dans les deux secteurs grâce au renforcement des capacités de production et à la mise en place de nouvelles unités de transformation des mangues. En 2017, 1 520 tonnes de mangues séchées et 940 tonnes de noix de cajou ont été exportées (Kovacevic, 2018).

Au Malawi, le Centre de l'investissement et du commerce du Malawi aide les exportateurs du pays à accéder aux marchés internationaux. Une de ses initiatives a consisté à établir un consulat commercial au Mozambique, un pays voisin. Cela a permis de réaliser de nouvelles exportations de produits fabriqués au Malawi, des jus de fruits concentrés au soja transformé.

Enfin, les Comores produisent plus de 60% de l'offre mondiale de fleurs d'ylang-ylang et sont un fournisseur majeur de vanille et de clous de girofle – des ingrédients importants pour les produits cosmétiques et alimentaires commercialisés sur le marché international. Les entreprises locales remontent la chaîne de valeur à l'aide d'un projet du CIR mené en collaboration avec l'ITC et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD).

Le Cadre intégré renforcé met particulièrement l'accent sur l'appui à l'élaboration et à l'adoption de nouvelles technologies dans les secteurs marchands, en vue d'aider les PMA africains à passer à la « quatrième révolution industrielle ».